



La Commune



Lettre d'informations de La Commune n°1 mardi 15 juillet 2014

lilc1

Editorial.

Il y a un mois, à l'appel de 71 militants issus du NPA, libertaires, et " sans parti " (lire l'article), nous avons constitué **La Commune- Pour un parti des travailleurs**, après avoir constaté la faillite politique et morale du NPA, réduit à l'état de secte petite-bourgeoise moribonde par la clique qui le dirige.

Les raisons qui, pour certains d'entre nous, nous avaient conduit à rejoindre le NPA en 2009 sont les mêmes que celles qui nous conduisent à rompre avec ce " nouveau parti " qui a connu un vieillissement accéléré, en à peine 5 années. Nous avons rejoint le NPA pour participer à la construction d'un parti ouvrier anticapitaliste et internationaliste à caractère de masse. Nous le quittons parce que nous entendons continuer à militer pour un tel parti et, en constituant La Commune, nous cherchons à nous doter de l'instrument qui aidera à l'édification d'un tel parti, en rupture avec la social-démocratie et le stalinisme, un parti vers le socialisme, un parti qui puisse être la représentation politique de la classe ouvrière et de toutes les couches sociales opprimées, un parti qui aide les travailleurs et les jeunes à se mobiliser " tous ensemble " à partir des revendications vitales, en vue de leur émancipation. Bien entendu, nous avons les pieds sur terre et nous sommes conscients que *La Commune* n'est pas et ne sera pas ce parti qui reste à construire. Nous voulons en revanche participer, à notre modeste échelle à son surgissement.

Nous ne partons pas de zéro : de 1992 à aujourd'hui, " La Commune " s'est affirmée comme groupe trotskyste indépendant puis comme courant au sein du NPA, comme journal et comme revue, et comme membre du courant international MST- 4ème internationale, (ce que nous restons avec fidélité aujourd'hui) Nous prenons aujourd'hui, un nouveau départ, mais toujours dans la même direction, en permettant à tous les travailleurs et les jeunes, qu'ils soient trotskystes, libertaires, syndicalistes, anarchistes et sans-parti d'y prendre toute leur place, dans la préparation de la grève générale, dans la perspective de ce parti des travailleurs qui représente réellement la population laborieuse, dans la continuité du combat engagé il y a 22 ans par " La Commune ". Telles sont nos racines.

Nous ne partons pas de rien : le besoin d'un nouveau parti qui soit la représentation fidèle, honnête et dévouée de la classe ouvrière existe de toute façon, indépendamment de nous. Il est " exprimé " avec éclat par l'abstentionnisme ouvrier et populaire aux élections. Méprisé par le NPA, cet " abstentionnisme " révèle la volonté de rupture avec les gouvernements successifs et leurs " réformes " scélérates, la volonté de rupture avec l'Union européenne et ses directives destructrices. Cet abstentionnisme, véritable grève du vote, dit tout haut : " plus personne ne nous représente, il n'y a décidément rien à attendre des élections sous la Vème république ". Cet abstentionnisme est notre " matière première ", il est le creuset du parti dont nous avons besoin pour vaincre et il est le moteur de la crise politique qui fait rage dans ce pays.

Telles sont nos bases de départ. La lettre d'information hebdomadaire dont voici le premier numéro s'inscrit dans les mesures que nous prenons pour chercher la : " compréhension commune des événements et des tâches " à laquelle nous appellent nos aînés, tels Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg...Et donc pour un parti ouvrier digne de ce nom qui fait si cruellement défaut en ces heures de crise politique et sociale d'une ampleur sans précédent.

" La crise de l'Humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire ", jamais cette formule du Programme de Transition n'a été si cruellement vérifiée en cette période.

Notre Lettre d'info, lisez là, diffusez-là sans retenue !

Le comité de rédaction

Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Pierre-Yves Chiron, Mustafa Diakité, Jean-Baptiste Carrier.

Le NPA et la grève des cheminots

La grève des cheminots a surpris, par son ampleur, par sa détermination et son insolence, face au gouvernement Hollande-Valls. Au premier chef, elle a surpris ceux qui feignaient d'en être les instigateurs : dirigeants de la CGT-Cheminots et de SUD-Rail. Cela s'est vu comme le nez au milieu de la figure : ni les responsables CGT, ni les responsables SUD n'avaient la volonté, même velléitaire, de combattre la réforme ferroviaire. Celle-là même que les cheminots rejetaient catégoriquement et totalement. Dans ce contexte, le NPA qui avait des militants cheminots sur plusieurs sites SNCF pouvait peser dans le sens de la grève totale jusqu'au retrait du projet de réforme. Il a pesé, certes, mais ... autrement.

Formellement, le NPA a commencé par prendre position pour le retrait de la réforme ferroviaire et, répétons-le, cette prise de position aurait pu être un point d'appui pour les cheminots qui, dans la foulée de l'abstentionnisme ouvrier et populaire aux municipales et aux Européennes, ont spontanément transformé ce qui devait être un baroud d'honneur CGT-SUD (à quelques jours du vote de la réforme) en un premier affrontement ouvrier frontal contre le gouvernement, par la grève et les manifestations. Mais, rappelons qu'avant même la grève, le NPA avait commencé par faire silence sur la Convention collective qui se tramait contre le statut des cheminots et se défendait de vouloir " le statu quo ".

Le NPA considérait que " la grève reconductible " était le nec plus ultra de la grève. Or, toute l'expérience acquise démontre que " la grève reconductible " est un dispositif que les appareils bureaucratiques opposent à la grève totale : chaque jour, la grève peut être remise en cause. La " reconductibilité " servant de tremplin aux manoeuvres visant à imposer, sous forme de " suspension ", la fin de la grève. La grève reconductible devient alors la trahison reconductible. La particularité de cette grève des cheminots par rapport à la grève de 2007 en défense des régimes spéciaux de retraite réside dans le fait que la trahison des directions syndicales s'est opérée avant même la grève et que, cette fois, SUD-Rail était partie prenante de cette trahison, en prenant fait et cause pour la Convention collective commune aux cheminots SNCF et aux " EF " (entreprises ferroviaires privées) et, SUD-Rail n'a à aucun moment exigé le retrait de la réforme ferroviaire.

Nous connaissons la suite : le NPA a vite considéré que l'exigence du retrait était " insuffisante ", qu'il fallait la noyer dans une foulditude de revendications, bien que, à ce moment-là, à quelques jours du vote, l'exigence du retrait de la réforme était la revendication qui concentrait toutes les autres (salaires, effectifs, etc.). Il a vite considéré que le combat concentré des cheminots devait être dilué dans une " convergence des luttes " artificielle avec les intermittents et les postiers du 92. Et, surtout, le NPA s'est bien gardé d'aider les cheminots à exiger des directions syndicales qu'elles scellent l'unité pour le retrait pur et simple de la réforme, depuis les AG et les syndicats de base.

Pour mieux comprendre l'orientation réelle du NPA dans cette grève de masse à caractère national, il est nécessaire de décrypter l'article de " bilan " de cette grève tel que publié par le NPA.

Et ça commence assez mal :

" La grève des cheminots représente un événement majeur dans le quinquennat de Hollande. Non pas, hélas, parce qu'elle a changé le rapport de forces entre les classes : il s'agit d'une défaite importante, un saut dans la casse du service public ferroviaire et du statut des cheminots. Mais parce qu'elle est le premier signe de l'émergence d'une révolte contre le gouvernement du côté du mouvement ouvrier "

Une " défaite importante " ?

Pour le NPA, il s'agit donc " d'une défaite importante ". Cette appréciation-là découle d'une approche purement comptable des choses. Mais pas seulement : elle permet de faire l'impasse sur la trahison " reconductible " de la grève. C'est pourtant simple : le retrait de la réforme n'était pas l'objectif que les directions SUD-CGT assignaient à la grève. Dès le troisième jour, le chef confédéral de la CGT, Le Paon, est monté au créneau pour marteler : " nous n'avons jamais exigé ni le retrait, ni le report de la réforme " et il a encore récidivé quelques jours plus tard. A deux reprises, du haut de son piédestal vermoulu, il a tenté de " sonner la fin de la récréation ", tandis que les conseillers de Hollande se lamentaient : " le scénario a dérapé ".

On appréciera encore la mention : " premier signe de l'émergence d'une révolte contre le gouvernement du côté du mouvement ouvrier ". Aux yeux de ces fins limiers de l'analyse concrète de la situation concrète, les abstentions n'étaient le " signe " de rien du tout et n'étaient, surtout pas, du côté " du mouvement ouvrier ", si on suit le NPA.

Et le " bilan " tiré par le NPA se poursuit, dans la même veine où l'on voit des cheminots " défaits " et un gouvernement inexorablement victorieux :

" Le gouvernement a relevé le défi que représentait la mobilisation des cheminots, a mis tous les moyens pour obtenir sa victoire. Il a déployé l'arsenal patronal habituel, en intégrant les syndicats, en mobilisant les médias et dix mille cadres de l'entreprise pour faire rouler quelques trains et décourager les grévistes. La nomination de Valls était d'ailleurs en elle-même un signe politique pour montrer que Hollande était prêt à aller jusqu'au bout de l'affrontement. Sa victoire lui a permis de faire voter, dans les jours qui ont suivi, un nouveau budget d'austérité et une nouvelle étape du " pacte de responsabilité " "

Le gouvernement aurait donc " intégré les syndicats ". Rien que cela ! S'il avait " intégré " les syndicats, le " scénario " concocté entre les appareils des syndicats (que nous ne confondons pas avec les syndicats) et le gouvernement aurait été ficelé en deux jours. Et, il est absolument faux de prétendre que Hollande était prêt à aller " au bout de l'affrontement ". Tout d'abord, l'affrontement lui-même n'a pu aller " jusqu'au bout ". A ce titre : la grève des cheminots est une " première vague ". Mais ce n'est encore qu'un aspect limité des choses. Les directions syndicales CGT et SUD ont aidé, de leur plein gré (et, non, avec le pistolet de Valls sur la tempe) le gouvernement à " tenir " face aux cheminots, par tous les moyens possibles, y compris en allant voir Pepy au 5ème jour pour le supplier de négocier sur autre chose que la réforme afin d'avoir des billes pour organiser la reprise du travail. Auparavant, elles avaient déjà commencé à négocier la Convention collective alors qu'il n'existait aucun fondement légal à une telle négociation. Tout ce bavardage ne sert qu'à soutenir l'idée que nous aurions en France un gouvernement fort, capable par lui-même, de mater les grèves. Quant à la nouvelle étape du " pacte de responsabilité ", comment pourrait-on l'imputer à un soi-disant échec de la grève des cheminots ? Il faut un certain aplomb dans l'exercice de la mauvaise foi intellectuelle pour affirmer une chose pareille et surtout une volonté de taire la responsabilité écrasante des appareils syndicaux. Et, cette mauvaise foi outreucidante permet de rejeter la faute sur ... les cheminots qui ont fini par reprendre le travail, compte tenu du fait que les directions syndicales CGT-SUD s'arc-boutaient contre l'exigence de l'unité pour le retrait de la réforme.

Personne ne fait grève pour faire grève ou simplement pour protester, les salariés font grève pour un objectif précis. Si on leur confisque cet objectif, cela n'a plus de sens.

Pour autant, le NPA se targue de voir plus loin :

" Mais la grève a accumulé des expériences fondamentales pour les prochaines luttes. En effet, la brutalité du gouvernement a modifié les méthodes de mobilisation des salariés.

Tout d'abord, les directions syndicales ont dû aller plus loin qu'elles ne le souhaitaient elles-mêmes - presque deux semaines de grève reconductible là où elles en prévoyaient seulement quelques jours... Les équipes syndicales locales se sont partiellement détachées des confédérations et du Front de gauche : de nombreux militants du PCF et de la CGT ont été poussés à critiquer frontalement l'attitude de leur syndicat et à reconnaître que les amendements au projet de loi présentés par Chassaigne représentaient de " l'enfumage ". Ces militants se sont souvent tournés vers les révolutionnaires, en leur demandant : " et vous, qu'est-ce que vous proposez pour lutter ? "

Les directions syndicales seraient allées " plus loin qu'elles ne voulaient aller ". Allons donc ! Ces gens-là ont dû voir la vierge en cours de route ! Et, vous savez pourquoi les directions syndicales sont allées " plus loin " ? Parce que la grève a duré plus longtemps que prévu ! Traduire : les directions syndicales ont mis plusieurs jours à imposer la reprise, sans rien céder sur le fond, c'est-à-dire sur la question du retrait de la réforme, en continuant à faire miroiter des contreparties et des " garanties dans la loi ". Bien entendu, sous la pression de la grève, de nombreux responsables syndicaux locaux, tout en restant " disciplinés ", se sont inquiétés et se sont posés des questions et, sans aucun doute, se sont tournés " vers les révolutionnaires ". Mais, du côté du NPA, ils n'ont pas trouvé la réponse simple, évidente qui était et ne pouvait qu'être : intervenons ensemble pour que l'unité CGT-SUD-FO se réalise pour le retrait, rien que le retrait, tout le retrait. Certes, sous cette pression, Garrel, le chef de la CGT-Cheminots, a déclaré que les amendements Chassaigne étaient de " l'enfumage ". Il savait pourtant, lui tout comme les chefs de SUD-Rail, que ces amendements étaient déjà dans la corbeille des quelques séances de négociations qui ont émaillé le conflit. Mais, il a dû passer outre les déclarations de son propre chef Lepaon qui vantait ces " amendements ". Partage des rôles entre deux chefs syndicaux dans un même cadre de contrainte et illustration qu'à la longue la soumission des directions syndicales au gouvernement et à ses réformes crée des lignes de fractures au sein des syndicats qui, fort heureusement, ne sont pas encore " intégrés " à la machine d'Etat. Illustration de la réfraction de la lutte de classes jusqu'au sein des appareils pyramidaux des syndicats. Mais rien qui permette de dire, à cette étape, que l'appareil de la CGT-Cheminots serait allé " plus qu'il ne voulait aller ".

Venons-en au passage de cet article du NPA qui couronne le tout :

" Et, surtout, l'extrême droite est plus que jamais en position de force. En effet, même s'il a bien sûr critiqué l'utilisation de la grève, qui est le seul outil efficace pour les travailleurs, le FN s'est payé le luxe de soutenir la mobilisation au nom du service public national. De plus, dans les manifestations, on a pu voir des militants combattifs effectuer des " quenelles " et chanter la Marseillaise. "

Rappelons que dès l'annonce d'une grève prolongée possible à la SNCF, les textes du NPA prédisaient des " manif pour tous- stop la grève " qui n'ont jamais eu lieu. Pas même l'ombre d'un rassemblement d' " usagers excédés " contre les grévistes. Le NPA n'est pas loin de voir la main de l'extrême droite plonger jusqu'au coeur de la grève des cheminots. C'est Basile Pot, le chef du NPA-Cheminots - qui prétend avoir vu et entendu des cheminots reprendre le geste de la " quenelle " et chanter la Marseillaise, après avoir dépeint les cheminots grévistes comme " sous-politisés " (quel mépris bureaucratique !). Krivine, dans sa contribution sur la grève des cheminots, répète comme un perroquet que des grévistes chantent la Marseillaise (qui est pourtant, rappelons-le, la chanson culte de ses amis Mélenchon et Laurent) et " effectuent des quenelles ". Voilà qui montre le peu de considération du NPA pour les cheminots grévistes, et, si besoin est, révèle sous cet angle le caractère petit-bourgeois, étranger à la masse, du NPA.

Daniel Petri, cheminot.

Sources : <http://www.npa2009.org/idees/greve-des-cheminots-un-vent-nouveau>

Palestine :

Halte aux bombardements ! Halte au génocide du peuple palestinien, Etat sioniste, Etat assassin !

Au 7e jour de l'offensive de l'armée israélienne, on compte à l'heure où nous écrivons ces lignes plus de 200 morts et 1200 blessés, la plupart des femmes et des enfants.

Et pendant les massacres, la " communauté internationale " se cure le nez, détourne le regard et ose appeler l'Etat sioniste à la " retenue " (Hollande, l'ONU, les USA...) Qu'est-à dire, la " retenue " ? N'en tuez pas 200, tuez-en juste 150 ? Essayez d'épargner quelques femmes, quelques enfants ? Ignoble, pas d'autre mot. Le soutien à l'Etat d'Israël, gendarme de l'Impérialisme dans cette région du monde est, une nouvelle fois, quelle surprise, sans faille. l'Etat d'Israël est le bras armé d'Obama, Cameron, Hollande et consorts, point.

Et quand, en France, on entend dénoncer ces exactions et massacres, les gouvernants et leurs soutiens veulent désormais faire passer les militants antisionistes pour des antisémites, interdire les manifestations au nom du " trouble à l'ordre public ", notion arbitraire et fort commode. Le Préfet des Pyrénées Atlantiques n'a-t-il pas envoyé tous ses fins limiers pour retrouver la trace de ces inconnus qui ont osé déployer une banderole " Israël assassin " au dessus d'un pont d'autoroute ?

Quel crime ! Ah bon, l'Etat d'Israël ne tue pas ? Il n'assassine pas ? Comment faut-il appeler des bombardements continus contre

une population dans une région du monde, la bande de Gaza parmi la plus densément peuplée de la planète ? Et s'il ne s'agit pas d'un génocide ? Quel mot employer alors ? Comment appelle-t-on une entreprise systématique d'extermination depuis 1947 ?

Voilà ci-dessous l'évolution du peuplement et du territoire palestinien depuis la création de l'Etat d'Israël. Dans quelques années, ce peuple risque d'être rayé de la carte, à l'allure où vont la répression et les colonies de peuplement israéliennes.

Palestinian Loss of Land 1947-2005



Source :

<http://peacewatcherclipper.blogspot.fr/2009/01/palestinian-loss-of-land-1947-2005.html>

Il n'y a pas d'autre issue que la solidarité des peuples et des classes ouvrières pour exiger d'une même voix : halte aux bombardements ! Non à toute offensive terrestre ! Halte au génocide ! Etat d'Israël, Etat assassin !

Pedro Carrasquedo

liic1

Modifié le mercredi 16 juillet 2014

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>